

Vente d'ATOS : la souveraineté française à l'abandon ?

Cartographie réalisée par AUGUSTIN DE COLNET
augustin-decolnet@maliio.com



CONSÉQUENCES POUR TECH FOUNDATIONS :

Selon le syndicaliste Didier Moulin interviewé par le Journal Mediapart, l'un des responsables de la CGT Atos & Eviden :

« Il y a d'autres services à la nation rendus par Atos, qui sont liés à la souveraineté nationale. Et de ceux-là, on ne parle jamais », constate-t-il.

La liste qu'il dresse de ces services est impressionnante : ministères, impôts, papiers d'identité, Carte vitale, France Connex, caisse d'assurance-maladie, caisse nationale d'allocations familiales, réseau ferroviaire, réservation de la SNCF, compteurs Linky, collectivités locales...

« Tous ces services publics sont gérés en tout ou partie par des logiciels Atos. Et une partie substantielle est logée dans Tech Foundations. Que vont-ils devenir une fois vendus à Daniel Kretinsky ? Quelles sont ses intentions à ce sujet ? On n'en sait rien. »

(Mediapart - 27/09/2023)

« Il ne faut jamais avoir rencontré un client, signé un contrat pour soutenir cette absurdité de scission. Quand vous rencontrez un client, celui-ci demande une chose : que vous vous occupiez de son informatique, de toute son informatique.

Cela veut dire aussi bien des infrastructures et des équipements, des applications et leur mise à niveau, des systèmes de sécurité, de cryptage et du cloud. En se scindant, la société va perdre de nombreux clients. Elle ne va plus pouvoir répondre à nombre d'appels d'offres. Car elle n'aura plus les capacités de proposer des solutions globales, intégrées ».

(Mediapart - 23/08/2023)

« De plus, le projet de scission implique des problèmes opérationnels et industriels. Les technologies d'Eviden sont utilisées par les activités de Tech Foundations d'un côté les compétences, métiers et ressources du cloud, de l'autre les clients à travers les contrats d'infrastructures. Séparer les deux entités est un non-sens industriel et implique une perte de valeur inéluctable ».

(cgtaos.org - 30/06/2023)

« C'est gravissime : qu'on arrête de nous vendre l'histoire de groupes indépendants, s'élève un proche du milieu de la défense - infogérance, cyber, calculs... : toutes les activités sont étroitement imbriquées les unes dans les autres et répondent à une demande globale des clients. ».

(Valeurs Actuelles - 29/09/2023)

Atos devait, à l'origine, céder pour 100 millions d'euros l'intégralité du capital de Tech Foundation à EPEL, la société d'investissement du milliardaire tchèque Daniel Kretinsky.

AVERTISSEMENT :

L'accord sur le prix d'achat de Tech Foundations pourrait être prochainement renégocié.

(La Lettre - 27/11/2023)

VESA Equity Investment

Tech Foundations (TFCo)

ACTIVITÉS STRATÉGIQUES ?

« Leader dans les services d'infogérance, centrée sur l'infrastructure et le cloud hybride, l'expérience employée et les services technologiques » (atos.net - 07/06/2023)

« Cette branche regroupera » les activités historiques et vieillissantes d'infogérance - soit la gestion des parcs informatiques (et de data centers) des clients d'Atos ».

(Libération - 25/08/2023)

« Atos (à travers Tech Foundations) est responsable des logiciels sous-jacents au fonctionnement de nombreux services publics, depuis la carte vitale jusqu'à France Connect et au compteur Linky voir la liste dressée par la CGT Atos.

Avant l'arrivée de Daniel Kretinsky, personne ne semblait se soucier que tous ces contrats soient confiés à une entreprise désormais 100% privée ».

(multinationales.org - 29/09/2023)

« Fin juillet 2023, le groupe ATOS a remporté face à son concurrent Caggenini, la majeure partie du contrat Synergie-Oriano-Framatome (baptisé contrat "SOF") »

« Sauf coup de théâtre, le milliardaire Daniel Kretinsky sera le futur héritier de la partie infogérance d'Atos, appelée Tech Foundations (TFCo).

L'obtention de ce contrat fera du magnat tchèque un acteur prépondérant dans l'infogérance du secteur du nucléaire, récupérant également des contrats noués avec le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) et EDF ».

(La Lettre - 31/10/2023)

Atos

LES FAITS :

Créée en 1997, « la société se positionne comme le spécialiste mondial de la transformation numérique des entreprises. Elle regroupe quelque 107 000 collaborateurs répartis dans 69 pays (dont près de 110 000 en France) pour un chiffre d'affaires estimé à 11 milliards d'euros ».

Projet de scission devant donner lieu à la création de deux entités distinctes « si cette décision est validée en assemblée générale extraordinaire ».

(Libération - 25/08/2023)

Cette opération globale est reportée pour le "début du 2e trimestre 2024", et ce, suite à la démission du président du conseil d'administration d'Atos : Bertrand Meunier (remplacé par Jean-Pierre Mustier) .

(atos.net - 16/10/2023)

« À la tête de l'entreprise du numérique Onepoint, David Layani est monté à 9,9% au capital d'Atos. Cet investissement de 70 millions d'euros lui octroie la possibilité de soumettre un, voire deux nouveaux administrateurs au CA, et donc de peser dans les décisions stratégiques du groupe ».

(lege.fr - 09/11/2023)

« L'entreprise de David Layani annonçait même mercredi avoir levé un financement pouvant aller jusqu'à 500 millions d'euros auprès de l'américain Carlyle Global Credit ».

LES CRITIQUES FORMULÉES À L'ENCONTRE DE CE PROJET :

« [...] C'est bien sûr les management packages promis par Daniel Kretinsky à Nouridine Bilhamme, actuel DG d'Atos, et à Diane Gallo, jusqu'à récemment secrétaire générale du groupe, qui suscite l'indignation chez les actionnaires. Une fois l'opération réalisée, ils toucheront respectivement 25 millions et 15 millions d'euros, en rejoignant Tech Foundations.

« Le problème, c'est qu'ils ont négocié ça pendant la négociation du deal avec Kretinsky. Ils ne se sont pas déportés », analyse un observateur ».

(Marc Endewied - 26/09/2023)

« Quelles garanties seront prises par la direction générale et peut-être par les instances gouvernementales pour assurer la fiabilité et la pérennité de l'ensemble de ces services à usages à la population française ? ».

(cgtaos.org - 22/09/2023)

« À se demander si la chute d'Atos n'est pas voulue pour mieux assurer un dépeçage à l'abri des regards ».

(Marc Endewied - 26/09/2023)

« Olivier Mariéux constate et s'émotive : « Il est insupportable de voir dans cette affaire les mêmes banques d'affaires et une cohorte de conseils et de communicants proposer des schémas de découpe dans lesquels ils se partagent quelques centaines de millions d'euros de commissions. On retrouve d'ailleurs presque tous les acteurs de la vente d'AtosM à GE ».

(Valeurs Actuelles - 29/09/2023)

« L'ex-administrateur du CEA (Daniel Verwaerde) dénonce clairement le projet de scission d'Atos en deux entités, Eviden et Tech Foundation, qu'il qualifie de "désamblage". Un "désamblage qui serait "fatal" à l'entreprise s'il se réalisait et, corollaire classique, l'exposerait à des tentatives multiples de prédatrices industrielles et financières.

Daniel Verwaerde appelle donc : l'État à "marquer son désaccord de toute urgence" à la cession de Tech Foundation à Daniel Kretinsky, actuellement en "négociations exclusives" avec Atos et conseille un "plan alternatif" préservant l'intégrité de l'entreprise et assurant son développement à moyen terme".

(Challenges - 20/09/2023)

EVIDEN

ACTIVITÉS STRATÉGIQUES :

« Eviden conservera les nouveaux métiers ascendants et rentables » - Cloud (utilisation de serveurs informatiques distants), cybersécurité, supercalculateurs, mais aussi big data (traitement massif des données) et quantique ».

(Libération - 25/08/2023) (L'Humanité - 04/09/2023)

« Le groupe sécurise notamment les communications pour l'armée et les services de renseignement. "Atos a acquis un savoir-faire quasi-unique dans la simulation numérique des essais nucléaires qui en fait effectivement une source stratégique de la souveraineté française et européenne", assure une source du ministère des Armées.

« [...] Une source proche d'Atos souligne que l'activité cybersécurité d'Atos, qui comprend l'ancienne société Bull qui fabrique les supercalculateurs français, héberge également d'autres actifs sensibles cruciaux pour les intérêts des services de renseignement français ».

(Challenges - 14/08/2023)

« Atos, qui est le seul constructeur européen de supercalculateurs, est le quatrième groupe mondial dans ce domaine ».

(La Tribune - 10/11/2023)

« Eviden assure plusieurs missions pour la défense nationale. Par exemple, son logiciel Digital Battle Management System sert de base au système d'information du programme Scorpion de modernisation des capacités de combat au contact de l'armée de terre. Elle a également créé Athea, une coentreprise avec Thales, pour travailler sur la "future + infrastructure » régulière du ministère des armées ».

(Le Monde - 11/08/2023)

« Atos BDS (ex-Bull) est considéré dans les milieux de la défense comme le seul constructeur français et européen capable de fournir de manière autonome les supercalculateurs dont le ministère des Armées a besoin pour la dissuasion nucléaire française et donc un enjeu majeur pour la souveraineté nationale ».

(Challenges - 20/09/2023)



CONSÉQUENCES POUR EVIDEN :

« À maintes reprises, des responsables militaires ont sonné l'alarme jusqu'au sommet de l'État pour le presser de trouver une solution stable qui garantisse l'indépendance de toutes ces activités stratégiques.

(Mediapart - 23/08/2023)

« La seule présence de BDS (Big Data & Security) au sein d'Atos explique l'extrême nervosité des milieux de défense depuis le début des négociations entre le groupe informatique et d'éventuels acheteurs. Au sein de l'écosystème défense français, la Direction des Applications Militaires (DAM), la Direction Générale de l'Armement (DGA), et le Secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale (SGDSN), regardent de près le dossier, et « ne comprennent pas pourquoi l'Égypte ne bouge pas ».

(Marc Endewied - 26/09/2023)

« Des responsables du CEA s'offusquent en se demandant « comment l'exécutif peut perdre la tête sur un tel dossier ».

(Mediapart - 23/08/2023)

« Dans une tribune publiée le 2 août dans le Figaro, 82 élus - pour l'essentiel les Républicains (LR) - ont commencé à dénoncer « ce nouveau bradage » portant atteinte à la « souveraineté stratégique de la France » ».

(Challenges - 23/08/2023)

« Ces derniers » s'inquiètent d'une cession qui risquerait de faire tomber les supercalculateurs utilisés pour le calcul des essais nucléaires virtuels sous contrôle étranger ».

(Challenges - 14/08/2023)

« En ne prenant que 7,5 % du capital d'Eviden, l'Homme d'affaires tchèque s'évite le passage devant le contrôle des Investissements Étrangers, le seul déclenchant un examen des services du ministère de l'Économie étant fixé à 10 % du capital ».

(Le Monde - 12/08/2023)

Dans son communiqué de presse, le groupe ATOS avait initialement annoncé cet été vouloir vendre 7,5% du capital d'Eviden pour un montant de 217,5 millions d'euros, à EPEL, la société d'investissement du milliardaire tchèque Daniel Kretinsky.

« Cette composition capitalique en ferait l'actionnaire principal avec un siège au Conseil d'administration. Dans la presse, EPEL s'est exprimé en août 2023 clamant qu'il ne jouera aucun rôle dans la direction d'Eviden. Mais au regard de la situation, comment un actionnaire majeur pourrait laisser en sous-performance une société dans laquelle il a investi... »

(cgtaos.org - 22/09/2023)

AVERTISSEMENT :

« Le milliardaire tchèque s'apprête à renoncer à sa prise de participation dans Eviden. Ce qui place David Layani en position de force ».

(La Lettre - 27/11/2023)

VESA Equity Investment



*Analyse des activités actuelles du groupe ATOS (septembre 2023)

AVERTISSEMENT : la liste des services citée n'est pas exhaustive, Atos refusant de communiquer la liste des services publics ou parapublics cédés dans le périmètre de Tech Fondations.

**« SYSTEMES D'INFORMATION
INDISPENSABLES
AU « RÉGALIEN » » :**

- « Un téléphone sécurisé des armées
- Clés de cryptage pour systèmes sécurisés
- Logiciels de surveillance urbaine
- Logiciels de gestion des services d'urgence
- Le portail des douanes
- Le Système de Combat Scorpion pour les armées (SICS)
- Des logiciels communication et combat pour la marine
- Des connectiques pour le Dassault Rafale
- La production de supercalculateurs
- Les logiciels de gestion des centrales nucléaires
- Le logiciel de recherche du renseignement intérieur »
- L'affichage, la gestion des sites et l'hébergement des données sensibles des jeux olympique 2024

**« SYSTEMES ET SERVICES INFORMATIQUES
POUR LE QUOTIDIEN DE CHAQUE FRANÇAIS.
AVEC ENTRE AUTRES, POUR PARTIE OU EN
INTÉGRALITE » :**

- « Les systèmes informatiques de plusieurs ministères et institutions
- Le système informatique de votre carte vitale
- La gestion de services web de la CNAF
- La gestion de services de la CNAM
- Gestion de systèmes pour l'Acosse / Urssaf
- Création et gestion de FranceConnect
- Le service de déclaration des impôts en ligne
- Le logiciel de création de cartes et passeports
- Le logiciel du compteur électrique Linky
- Les services de réservations de billets de train
- Le système de régulation SNCF
- Des systèmes logiciels satellitaires
- Logiciels hospitaliers et dossiers médicaux
- Logiciels de gestion pour collectivités locales
- Support interministériel des logiciels libres »

* Source : « Atos et la souveraineté nationale », cgtatos.org, 22 septembre 2023

« La sécurité des JO à l'épreuve d'une cyberattaque », [Le Canard Enchaîné](#), 01/11/2023

VENTE D'ATOS : LA SOUVERAINETÉ FRANÇAISE À L'ABANDON ? SOURCES DU DOCUMENT

« Atos : Kretinsky prépare son retrait d'Eviden, Layani sa montée en puissance »

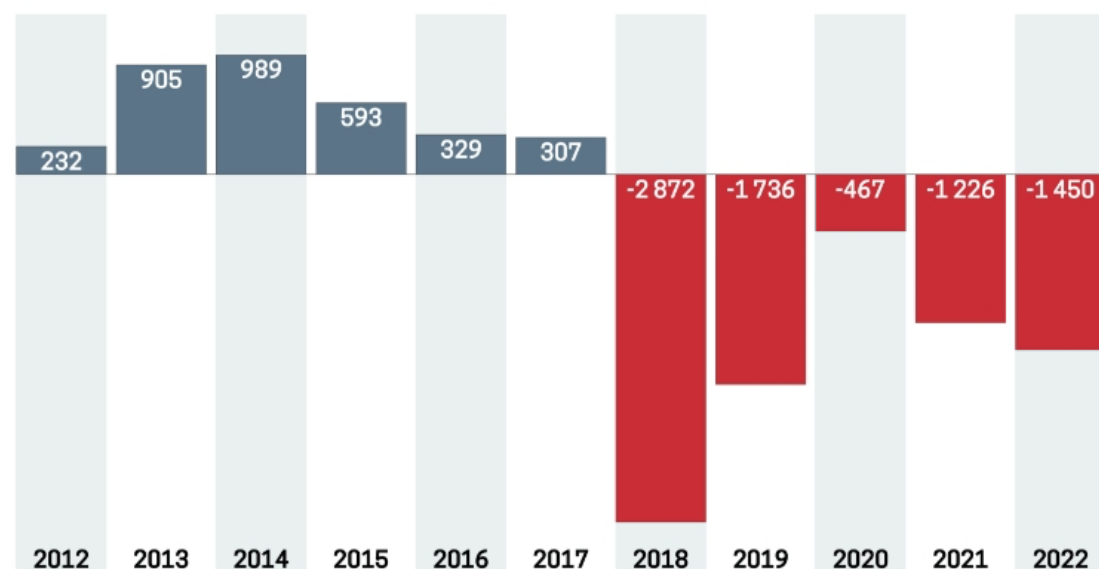
(Robin Carcan, lalettre.fr, 27/11/2023)

« [...] Kretinsky négocie sa sortie chez Eviden

L'éviction de Bertrand Meunier, intransigent banquier d'affaires resté à la présidence d'Atos durant presque trois ans et cerveau de cette scission, a toutefois rebattu les cartes de l'accord. Une ligne financière va en effet bouger : le montant des engagements initiaux de Daniel Kretinsky dans Eviden. Seul entrepreneur à être rentré officiellement dans le dossier, le Tchèque devait prendre 7,5 % du capital pour un montant de 217 millions euros. Le 16 octobre, au lendemain du départ de Bertrand Meunier, ce scénario était encore mentionné par l'ex-fleuron informatique français dans sa communication financière.

Selon nos informations, cette prise de participation n'est pourtant plus d'actualité. Pour une raison simple : c'est Bertrand Meunier qui avait tordu le bras du milliardaire tchèque pour obtenir cet engagement. La cession de Tech Foundations à ce dernier avait en effet été conditionnée à l'injection de ces 217 millions d'euros dans le capital d'Eviden. Pour les architectes de ce montage, Bertrand Meunier et le banquier de Rothschild, Grégoire Chertok, ce ticket devait contribuer à la réussite de la mise en Bourse du nouvel Eviden, en le dotant d'un socle actionnarial de départ.

Ce chèque consenti à Eviden était également la contrepartie d'une vente en mode "discount" de Tech Foundations, un groupe informatique de plus 52 000 salariés cédé pour seulement un euro. Symbolique, ce prix d'achat était toutefois assorti d'une conséquente promesse de recapitalisation de 900 millions d'euros, destinée à éponger les impressionnantes pertes cumulées par Atos depuis 2021 ».



« Transparence sur l'avenir de l'entreprise Atos »

(Fabien Gay, Question écrite n°09097 - 16e législature, senat.fr, 23/11/2023)

« Ces derniers jours, le président-directeur général de la société OnePoint, un homme d'affaires proche de l'Élysée, a annoncé avoir acheté 9,9 % d'Atos. Cette montée en puissance dans le capital de l'entreprise, très éclaté car détenu majoritairement par des petits porteurs, en fait désormais le premier actionnaire.

La direction d'Atos a salué l'arrivée de cet investisseur, et envisage d'entamer « un dialogue constructif » avec ce dernier, qui approuve la scission et ne remet pas en cause la cession annoncée d'une branche de l'entreprise au fonds d'investissement EPEI.

Dans le même temps, Goldman Sachs a déclaré à l'Autorité des marchés financiers avoir atteint directement 5 % du capital de l'entreprise, et indirectement, par l'intermédiaire des sociétés qu'elle contrôle, 6,85 %.

Alors que des erreurs successives de gestion ont conduit à l'impasse financière dans laquelle se trouve la société, **les salariés et représentants syndicaux ne sont pas associés, malgré leurs demandes, aux décisions d'avenir pour**

l'entreprise. Plus encore, ils ne parviennent pas à obtenir de la direction des informations claires quant aux tractations en cours, qu'ils apprennent par voie de presse.

Il souhaiterait donc savoir ce que le Gouvernement entend faire pour garantir la transparence et l'information des salariés et représentants syndicaux dans le cadre des discussions autour de l'avenir de la société Atos ».

« Cession d'Atos à Kretinsky : le Sénat va lancer une mission d'information »
(Régis Soubrouillard, *Challenges*, 13/11/2023)

« Une "menace" pour faire bouger le gouvernement

Justement, c'est le futur investisseur qui inquiète au plus haut point. Tech Foundations et son activité d'infogérance, l'enfant malade d'Atos, doit être cédé à l'homme d'affaires Daniel Kretinsky, qui obtient également 7,5 % d'Eviden, la seconde moitié d'Atos regroupant les métiers les plus sensibles et les plus rentables : le digital, le cloud, le big data et la cybersécurité.

Les arguments avancés par les ministres n'ont pas convaincu les sénateurs du groupe LR. Selon nos informations, la Commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat va lancer une mission d'information sur le rachat d'Atos. Elle pourrait déboucher sur une enquête parlementaire.

A l'Assemblée nationale, les députés Philippe Brun (PS) et Olivier Marleix (LR) suivent également le dossier. Une commission d'enquête pourrait suivre une fois l'opération de cession terminée. C'est pour le moment une "menace" pour pousser le gouvernement à tout mettre en œuvre pour éviter un Alstom bis.

OnePoint montre les dents.

L'arrivée au capital de OnePoint, qui détient désormais 9,9 % d'Atos et en fait l'actionnaire de référence, n'a guère apaisé les craintes des parlementaires, ni celle de certains petits actionnaires. Ironie de l'histoire, l'entreprise de David Layani avait proposé 4 milliards d'euros en septembre 2022 pour s'offrir Atos. Bertrand Meunier, l'ancien PDG, avait retoqué cette offre estimant que l'acheteur et ses 500 millions d'euros de chiffre d'affaires ne pesaient pas assez lourd face aux 11 milliards de revenus d'Atos.

L'entreprise de David Layani annonçait même mercredi avoir levé un financement pouvant aller jusqu'à 500 millions d'euros auprès de l'américain Carlyle Global Credit. Cet argent pourrait-il servir à poursuivre l'offensive sur le groupe français ?

Certes le fonds américain Carlyle, né aux États-Unis dans les années 80 de la collusion d'intérêts militaires, politiques et financiers, ne devrait avoir aucun pouvoir décisionnel direct chez Atos **mais l'annonce relativise les arguments de souveraineté dont s'était servi David Layani pour expliquer sa prise de participation**. Les sénateurs enquêteront-ils aussi sur cette possible opération ? ».

« Le gouvernement ne compte ni nationaliser Atos, ni prendre une participation »

(Michel Cabirol, *La Tribune*, 16/11/2023)

« Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire a indiqué que l'État n'investirait pas dans Atos. En revanche, il se dit prêt à protéger les technologies les plus sensibles. Notamment les supercalculateurs garants de la dissuasion nucléaire française.

[...] Atos, qui est le seul constructeur européen de supercalculateurs, est le quatrième groupe mondial dans ce domaine ».

« Onepoint, qui a des visées sur Atos, lève 500 millions d'euros »

(Leïla Marchand, *Les Echos*, 8 novembre 2023)

« L'ambitieuse société de conseils et de services numériques, qui vient de prendre presque 10 % d'Atos, a sécurisé un financement de long terme d'un montant de 500 millions d'euros auprès de Carlyle.

Onepoint veut se donner les moyens de ses ambitions. L'entreprise de David Layani, qui vient de s'inviter dans le dossier Atos, a annoncé mercredi avoir levé des fonds auprès de Carlyle Global Credit, la branche crédit du géant américain du private equity Carlyle. Ce financement de long terme, « d'un montant pouvant aller jusqu'à 500 millions d'euros », « s'effectue sous la forme d'obligations d'une maturité de 8 ans », annonce un communiqué. L'opération ne modifie pas l'actionnariat actuel de Onepoint, qui continue d'être détenu par l'entrepreneur David Layani (à 77 %) et par les salariés (23 %).

[...] Dans un entretien aux « Echos », David Layani disait vouloir « libérer » l'homme d'affaires Daniel Kretinsky de son augmentation de capital dans la partie stratégique d'Atos, qui a suscité des tensions politiques, en n'excluant pas de participer lui-même à cette montée au capital. Une démarche osée pour une société fondée en 2002, dont le chiffre d'affaires pèse seulement 500 millions d'euros, contre environ 11 milliards pour Atos et ses 105.000 salariés ».

« Atos : rapports de force entre une gouvernance influente et l'opposition actionnariale fondée sur la guerre informationnelle »

(Agathe Bodelot, ege.fr, 09/11/2023)

« Une fronde actionnariale offensive sur tous les terrains, largement dominante dans la guerre informationnelle livrée à la présidence du groupe »

La médiatisation recherchée par les actionnaires, pour alerter sur les manœuvres du board évitent un débat à huis-clos. Ils sont clairement vainqueurs dans la guerre informationnelle autour de la stratégie financière du groupe, notamment grâce au site atos.bourse.blog. De nouveaux leviers apparaissent pour les actionnaires, permettant un déblocage des barrières internes grâce à l'appui d'acteurs externes.

[...] Influence indirecte de l'Etat, frileuse sur le sujet

Dès 2022, l'Institut des Hautes Etudes pour la Défense Nationale (IHEDN) avait signalé au ministre des Armées, Sébastien Lecornu un risque pour la souveraineté numérique et la dissuasion nucléaire. En effet, aucune condition juridique ou institutionnelle ne met en place des gardes fous effectifs au sein des entreprises essentielles et sur les marchés financiers français.

Pourtant, l'Etat est resté discret, évitant de politiser le dossier Atos, auquel plusieurs personnes politiquement exposées sont liées. Des conflits d'intérêts mêlant politiques, cabinets de conseil et la gouvernance d'Atos pourraient gêner l'Elysée pour se positionner clairement sur le dossier. « Tout est une question de volonté de l'exécutif », nous confiait Alain Juillet à ce sujet en octobre. Il évoquait notamment les dérives capitalistes d'un gouvernement désintéressé de l'intérêt général, et dépourvu de toute ambition de construire un quelconque projet économique.

[...] Le dernier Game changer : apparition surprise d'un actionnaire de référence

A la tête de l'entreprise du numérique Onepoint, David Layani est monté à 9,9% au capital d'Atos. Profitant des 4 jours de délai autorisés pour se déclarer auprès de l'AMF, il surgit inopinément en actionnaire de référence le jeudi 2 novembre. **Cet investissement de 70 millions d'euros lui octroie la possibilité de soumettre un, voire deux nouveaux administrateurs au CA, et donc de peser dans les décisions stratégiques du groupe.**

Recalé par l'ancien président du CA sur son offre de rachat d'Eviden en octobre 2022, David Layani apparaît aujourd'hui proche de la nouvelle gouvernance. Il affirmait en effet soutenir le projet de cession de TFCo à Krétinsky. De plus, ce nouveau poids lourd, très proche d'Emmanuel Macron et Edouard Philippe entre dans l'arène à un moment clé du plan de Sophie Vermeille. En effet, l'arrivée d'un actionnaire de référence bloque la possibilité de convoquer une AGE d'urgence, comme le soulignent les membres de l'Udaac, méfiants. CIAM CI souligne aussi le risque d'une prise de contrôle des actifs d'Atos induisant directement du pouvoir au CA ».

« Les angles morts du méga contrat de Capgemini ravi par Atos » (Robin Carcan, *La Lettre A*, 31/10/2023)

« Le leader français des services numériques Capgemini doit digérer la perte d'un contrat d'infogérance dans le nucléaire qui lui aura rapporté un milliard d'euros entre 2014 et mai 2024. Atos, son nouveau titulaire, qui a fait une offre moins-disante, n'enranger pas un jackpot équivalent.

La perte par Capgemini du contrat Synergie-Orano-Framatome (baptisé contrat "SOF") ne fait pas les affaires du géant français des services numériques. Cette prestation exécutée sur le site de Cherbourg, qui lui aura rapporté un milliard d'euros en dix ans, **s'achèvera en mai 2024 au profit de son concurrent, Atos** (LL du 09/10/23). Les deux parties se montrent particulièrement discrètes sur les termes de l'accord.

Selon nos informations, une offre moins-disante de 20 % – par rapport au contrat en cours – a été proposée par Bertrand Meunier, l'ex-président d'Atos, avant qu'il soit débarqué du conseil d'administration à la mi-octobre au profit de Jean-Pierre Mustier. L'offre exacte reste toutefois difficile à chiffrer. Une chose est sûre : Atos ne touchera pas tout le jackpot amassé par Capgemini sur une décennie. Et l'entreprise dirigée par Aiman Ezzat pourrait, en outre, conserver une petite partie de ce contrat.

Passation par étapes

Le diable se cache dans les détails de l'appel d'offres, dont certaines prestations ont été divisées en plusieurs lots. Ainsi, Framatome et Orano ont souhaité en détacher le volet portant sur la modification de l'infrastructure informatique du contrat SOF. Non attribué à ce jour, ce volet pourrait rester dans l'escarcelle de Capgemini. **La majeure partie du contrat reviendra de fait à Atos.**

Sauf coup de théâtre, le milliardaire Daniel Kretinsky sera le futur héritier de la partie infogérance d'Atos, appelée Tech Foundations (TFCo). Au vu de la tourmente actuelle traversée par le groupe, sorti du CAC40 depuis 2021, aucune publicité n'est faite sur cette passation. **L'obtention de ce contrat fera pourtant du magnat tchèque un acteur prépondérant dans l'infogérance du secteur du nucléaire, récupérant également des contrats noués avec le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) et EDF.** Des ingénieurs informaticiens missionnés par Atos commenceront à se former sur le site de Cherbourg à partir de décembre.

[...] Au fil des années, Capgemini avait de son côté réduit la voilure : le groupe avait arrêté l'essentiel du "helpdesk" (service d'assistance) à partir de 2020, ainsi que des activités de R&D. Selon la CGT, des compressions sont à craindre pour les

équipes de "Cap", dont certains salariés sont détenteurs d'une habilitation au secret-défense pour disposer d'un accès au système d'information d'Orano ».

« Atos : des députés de l'opposition appellent à une nationalisation temporaire »

(Florian Dèbes, *Les Echos*, 22 octobre 2023)

« [...] Nouvelle équipe dirigeante

Mais cette éventualité serait bien mal vécue par la direction d'Atos qui bataille pour boucler une augmentation de capital. En mal de financement et de génération de cash, l'entreprise vient de se doter d'une nouvelle équipe dirigeante, sans dévier de sa stratégie.

A la présidence du conseil d'administration, l'ancien banquier Jean-Pierre Mustier est secondé par Laurent Collet-Billion, l'ancien patron de la direction générale de l'armement (DGA). A la direction générale, le groupe a débauché Yves Bernaert chez Accenture. Dans un entretien aux « Echos » début octobre, il disait Atos à la recherche de « solutions complémentaires à l'augmentation de capital réservée ». Notamment auprès de l'État ».

« La survie d'Atos aime une kyrielle de supercalculateurs »

(Odile Benyahia-Kouider, *Le Canard enchaîné*, 18/10/2023)

« Depuis l'annonce de son plan de scission, le 14 juin 2022, le groupe aurait dépensé près de 400 millions d'euros pour rétribuer boîtes de conseil, banquiers, avocats et...ex-dirigeants.

[...] Drôles de mousquetaires

Pas faux. Pour mener à bien son projet de scission, Atos aurait, selon plusieurs sources financières, dépensé aux alentours de 400 millions d'euros, ce que l'entreprise, contactée par « Le Canard », ne dément pas.

[...] Lesté d'une dette de 9,5 milliards d'euros, Atos s'est entouré, pour mieux se vendre, d'une myriade de conseillers tous plus capés les uns que les autres. Premier poste budgétaire : les consultants du Boston Consulting Group ou de McKinsey, qui ont pour mission d'auditer les activités du groupe. Puis les banques d'affaires. Rothschild a décroché la timbale : une fois l'opération bouclée, la banque où Emmanuel Macron a fait ses classes se verra octroyer des millions d'euros d'honoraires. La société de conseil financier Perella Weinberg Partners a, elle aussi, été conviée aux agapes, tout comme les banques BNP Paribas et

J.P.Morgan, chargées de la restructuration financière. Avocats d'affaires, lobbyistes et autres communicants n'ont pas été oubliés ».

« Les coulisses de l'arrivée de Jean-Pierre Mustier à la présidence d'Atos »

(Robin Carcan, *La Lettre*, 17/10/2023)

« [...] Jusqu'au dernier moment, le choix du nouveau président d'Atos a fait l'objet, dimanche 15 octobre, de vives discussions au sein du board. Selon nos informations, le banquier d'affaires Jean-Pierre Mustier l'a emporté sur le fil et dans l'ultime ligne droite.

[...] Quant à Laurent Collet-Billon, emblématique patron de la DGA de 2008 à 2017, **il est soutenu par son ancienne administration, ainsi que par des réseaux du ministère des armées et du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA). Crédité d'une forte expertise industrielle autour de plusieurs activités clés d'Atos (numérique de défense, cybersécurité...)**, l'ex-patron de la DGA ne semblait pas le mieux disposé à apparaître sous le feu des projecteurs en pleine crise.

En outre, la plupart de ses alliés en dehors du groupe sont des opposants à la scission, ainsi qu'à l'entrée de Daniel Kretinski dans Tech Foundations, entité destinée à conserver le nom d'Atos. L'ingénieur général de l'armement a obtenu toutefois un siège de coprésident, ce qui est inédit chez Atos. Une nomination qui n'a rien d'un lot de consolation ».

« Atos : les dirigeants changent, mais pas la stratégie »

(Martine Orange, *Mediapart*, 16 octobre 2023)

« Le remplacement de Bertrand Meunier par l'ancien numéro deux de la Société générale ne change rien. Le projet de vente du groupe à Daniel Kretinsky est maintenu malgré la révolte des actionnaires. La cession est simplement reportée.

[...] Laurent Collet-Billon, qui fut délégué général de l'armement, semble avoir pour « mission » en tant que vice-président non exécutif d'Atos **de veiller aux intérêts stratégiques de l'État**, alors que l'armée et le monde politique se divisent et s'inquiètent concernant le sort réservé à des actifs stratégiques portant notamment sur la dissuasion nucléaire ».

« Atos : des années Breton au démantèlement, le récit d'un crash »

(Olivier Pinaud, *Le Monde*, 08/10/2023)

« [...] Il suffirait pourtant que Bpifrance achète 5 % du capital du groupe, ce qui, vu la chute du cours de Bourse, ne coûterait que 30 millions d'euros, pour calmer le jeu et stabiliser l'entreprise », imagine un proche d'Atos qui, au regard de la consommation de trésorerie du groupe – 1 milliard d'euros rien qu'au premier semestre 2023 –, **s'inquiète d'une éventuelle dégradation de la situation à quelques mois des Jeux olympique de Paris 2024, Atos étant le responsable technologique des JO. Une autre mission sensible pour l'entreprise qui, en cas de bug, abîmerait encore un peu plus sa réputation** ».

« Atos : la fuite en avant de Meunier et le bal des prédateurs »
(Marc Endeweld, marcendeweld.substack.com, 26 septembre 2023)

« Et cet été, l'annonce de la cession prochaine de la filiale d'infogérance Tech Foundations à Daniel Kretinsky a provoqué une nouvelle chute du cours amenant l'action à moins de 7 euros. **« Ce qu'on oublie avec le temps, c'est qu'Atos était encore au CAC 40 il y a trois ans, et l'action valait alors 100 euros !** Aujourd'hui, à moins de 7, c'est une destruction de valeur considérable ! » s'indigne un des principaux petits actionnaires du groupe.

[...] Ainsi, depuis août, cinq actionnaires ont saisi l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) pour se plaindre des conditions de l'opération et de l'opacité de la direction d'Atos. Jusque-là très silencieuse, l'AMF me répond par ces mots : « Je vous confirme que nous avons bien reçu des courriers d'actionnaires sur ce sujet. L'AMF étudie avec grande attention l'ensemble des courriers qui lui sont adressés. La communication sur les suites qu'elle donne à ces courriers n'est pas publique car comme je vous l'ai écrit en juillet, l'AMF ne fait aucun commentaire sur les dossiers en particulier. » Aucun commentaire donc, mais on sent poindre une inquiétude...

Mais l'offensive la plus frontale contre Bertrand Meunier a surgi la semaine dernière avec la judiciarisation du dossier. Les avocats du fonds Alix PM (basé à Singapour et contrôlé par Hervé Vinciguerra), actionnaire du groupe de services numériques avec 1 million d'actions, ont déposé une plainte contre X pour « corruption active et passive » auprès du Parquet National Financier (PNF). La plainte vise notamment deux dirigeants d'Atos, mandataires sociaux chargés de négocier la cession de Tech Foundations avec Daniel Kretinsky, qui leur a promis dans le même temps un généreux plan d'intéressement pour continuer de travailler avec lui. « L'affaire ne fait que démarrer, ça va donner des sueurs froides à l'establishment », s'amuse un haut cadre du CAC 40 qui suit le feuilleton Atos avec effarement ».

[...] L'objet du courroux des actionnaires ? Le plan Kretinsky présenté le 1er août dernier, mais surtout ses conditions qui leur apparaissent totalement contraires à l'intérêt social d'Atos. Un des actionnaires en colère résume la situation : « Là où ils ont complètement exagéré, c'est de faire croire que Tech Foundations était cédé pour 100 millions d'euros, ce qui était déjà un prix très bas, alors que dans les faits,

cette importante activité d'Atos est cédée à un prix négatif de 900 millions d'euros !
» Un autre s'interroge : « Je ne vois pas ce que Kretinsky va apporter à cet actif, créer quelle valeur, alors qu'il n'a aucune activité dans le domaine informatique. Et puis, on ne cède pas des activités dos au mur ».

Les actionnaires, les salariés vent debout... avec les banques ?

Sur l'apport de 1 milliard d'euros au BFR de Tech Foundations une fois vendu à Daniel Kretinsky, des analystes s'en étaient très tôt étonnés, et avaient posé la question lors de la présentation de l'opération, mais ils n'avaient obtenu aucune réponse de la part d'Atos. **Et si le communiqué officiel évoquait une reprise d'une partie de la dette, il ne s'agissait en aucun cas de la dette bancaire, qui sera bien entièrement supportée par la société Eviden, qui regroupera à terme les actifs non vendus à Kretinsky, et dans laquelle celui-ci est censé monter à 7,5 %, avec l'aide du financier Marc Ladreit Lacharrière (Fimalac) avec lequel il est allié dans cette opération Atos comme dans le dossier Casino.**

Face à ce deal, un analyste s'emporte et n'hésite pas à parler de « communication mensongère » de la part du groupe informatique. Et d'analyser : « La transaction sous valorise l'activité d'outsourcing d'Atos, avec un paiement net de 900 millions en négatif. Cette décision aura un impact majeur sur le fonctionnement de l'entreprise. Cette succession de deals affaiblit le groupe. **On est en train de créer deux entités affaiblies au bénéfice de Kretinsky** ».

[...] **À l'origine, le projet de scission d'Atos est une idée de Bertrand Meunier**, comme je l'avais relaté dans une première enquête en avril dernier, **secondé de ses conseils, les banquiers d'affaires David Azéma (Perella Weinberg Partners) et Grégoire Chertok (Rothschild & Co).**

[...] **Quand le plan A de Meunier tombe à l'eau**

Dans ce plan A initial, il s'agit surtout d'ouvrir le capital d'Evidian (censée devenir Eviden aujourd'hui) à un investisseur pour pouvoir financer la restructuration des activités moins profitables de Tech Foundations. Evidian intéresse beaucoup de monde **car elle recèle la division BDS (Big Data & Security), héritage du mythique groupe Bull, concentrant les compétences françaises dans les supercalculateurs, et en contrat avec de nombreux acteurs de la Défense notamment pour la simulation de la dissuasion nucléaire, ou avec EDF pour assurer le contrôle commande de plusieurs centrales nucléaires du parc français. Les groupes Thales et Airbus regardent le dossier car ils convoitent tous les deux... BDS.**

[...] **La seule présence de BDS au sein d'Atos explique l'extrême nervosité des milieux de défense depuis le début des négociations entre le groupe informatique et d'éventuels acheteurs. Au sein de l'écosystème défense**

français, la Direction des Applications Militaires (DAM), la Direction Générale de l'Armement (DGA), et le Secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale (SGDSN), regardent de près le dossier, et « ne comprennent pas pourquoi l'Élysée ne bouge pas », comme me le confie un haut fonctionnaire. Ni l'Élysée, ni le ministre de la Défense, Sébastien Lecornu, ni Bercy, alors que Bruno Le Maire a été sollicité de nombreuses fois, tant par Bertrand Meunier que par ses adversaires.

Il y a quelques jours, le magazine Challenges a ainsi rendu public une note confidentielle à destination de l'Élysée rédigée par l'ancien administrateur général du CEA (Commissariat à l'Énergie Atomique), et ancien directeur de son pôle défense chargé de la dissuasion nucléaire, la DAM (Direction des Applications Militaires) entre 2007 et 2015, Daniel Verwaerde. Celui-ci estime que les choix actuels pourraient conduire tout simplement à « un démantèlement fatal à l'entreprise », une société majeure pour la souveraineté française, comme il le rappelle également dans sa note.

[...] Entre Yazid Sabeg et David Layani

Daniel Verwaerde y défend l'idée d'un « plan de sauvetage d'Atos alternatif aux menaces de démantèlement », plus précisément « un plan alternatif préservant l'intégrité de l'entreprise et assurant son développement à moyen terme ». Cette figure de la dissuasion nucléaire s'oppose ainsi avec force à toute scission du groupe. Il propose ainsi pour cela une « augmentation de capital d'un milliard d'euros », et explique qu'« un nouveau pacte d'actionnaires (...) pourrait comprendre un ou deux acteurs reconnus de la défense, du numérique et de la cyber française avec un investisseur institutionnel » et envisage « une gouvernance renouvelée tant au niveau de la direction que du conseil d'administration ».

[...] **Atos sous la tutelle de McKinsey**

En attendant, Atos est surtout géré par des conseils externes. Si McKinsey a commencé à travailler pour Atos sous la direction de Thierry Breton, c'est en fait sous le mandat fugace de Rodolphe Belmer comme directeur général lors du premier semestre 2022 que la collaboration entre Atos et McKinsey a pris un tour bien plus considérable.

Selon mes informations, en janvier de cette année-là, un contrat de 80 millions d'euros sur un an entre le cabinet de conseil américain et le groupe de service informatique a été dans un premier temps retoqué par le comité d'audit et le conseil d'administration avant d'être renégocié à la baisse. Une chose est sûre : **depuis 2022, Atos est l'un des principaux clients de McKinsey France. « Ils sont absolument à tous les étages », confie un salarié du groupe. Résultat, une grande partie du management est déresponsabilisé et ne s'occupe plus des**

opérations, d'autant plus que depuis deux ans, le plan de scission de Bertrand Meunier occupe tous les esprits. « Tout le monde discute de la découpe, et pendant ce temps-là, les gens ne s'occupent plus des clients, des salariés, des opérations », s'attriste un bon connaisseur d'Atos.

[...] Déport tardif et panique à bord

Mais c'est bien sûr les management packages promis par Daniel Kretinsky à Nouridine Bihmane, actuel DG d'Atos, et à Diane Galbe, jusqu'à récemment secrétaire générale du groupe, qui suscite l'indignation chez les actionnaires. Une fois l'opération réalisée, ils toucheront respectivement 25 millions et 15 millions d'euros, en rejoignant Tech Foundations. « Avoir une package de 25 millions ça peut être dans l'ordre des choses dans le domaine du Private Equity pour remonter une boîte de cette taille. **Mais le problème, c'est qu'ils ont négocié ça pendant la négociation du deal avec Kretinsky. Ils ne se sont pas déportés** », analyse un observateur.

[...] En coulisses, c'est pourtant la panique. **Quand sort l'article de Mediapart en août, Atos choisit de dessaisir discrètement Diane Galbe de sa fonction de secrétaire générale. Dans la précipitation, il est décidé que cette dernière rejoigne en avance la team Kretinsky, mais en réalité, elle finit par être « exfiltrée » à Tech Foundations en attendant la vente à Daniel Kretinsky.** « Aujourd'hui, elle n'apparaît nulle part, elle n'est plus dans les hautes sphères du groupe, elle a **totalemment disparu de la circulation** », constate un haut cadre d'Atos.

[...] Depuis le début de la crise à Atos, tous les regards se tournent vers le conseil d'administration. Dans son interview à La Tribune, Bertrand Meunier tient à expliquer : « **Il faut également souligner que le conseil d'administration d'Atos est constitué aujourd'hui en majorité d'administrateurs non français. Personne n'a fait la moindre remarque sur ce sujet**, y compris nos interlocuteurs publics ainsi que ceux du secteur de la défense avec lequel nous travaillons principalement dans le cadre de nos activités de cybersécurité et de calcul haute performance ». Pourquoi ces précisions ? Peut-être parce que la très secrète direction du renseignement et de la sécurité de la Défense (**DRSD**), appelée précédemment la DPSD (pour direction de la protection et de la sécurité de la Défense), chargée notamment du respect du « secret Défense », ce niveau d'habilitation d'accès à un document gouvernemental ou militaire, **a discrètement enquêté sur les administrateurs du groupe, en particulier l'américaine Elizabeth Tinkham, et les britanniques Kat Hopkins et Vernon Sankey.**

[...] La peur d'une « banqueroute »

Clairement, depuis quelques jours, la pression juridique et judiciaire s'intensifie sur le management d'Atos, mais c'est surtout la pression financière qui fait craindre le

pire pour l'avenir immédiat du groupe informatique. **Au cœur de l'été, la directrice financière Nathalie Sénéchault a été remplacée sans ménagement par Paul Saleh, un américain passé par la direction financière de Walt Disney. « La directrice financière a été virée, car elle s'est opposée au deal avec Kretinsky et a tiré la sonnette d'alarme sur la situation du manque de cash disponible »,** croit savoir un actionnaire.

[...] **À se demander si la chute d'Atos n'est pas voulue pour mieux assurer un dépeçage à l'abri des regards ».**

« Quand le président d'Atos devient un problème »

(Martine Orange, *Mediapart*, 24 septembre 2023)

« Depuis le début du projet de cession de Tech Foundations au milliardaire tchèque, le président d'Atos avait obtenu carte blanche pour conduire l'opération. Tout le monde lui faisait confiance pour réaliser cette cession sans anicroche. Annoncée le 1er août, l'opération était censée passer sans problème la torpeur de l'été.

Mais rien ne s'est passé comme prévu. Les petits porteurs, rejoints par des fonds d'investisseurs, mènent une fronde de plus en plus élargie : l'Autorité des marchés financiers (AMF) se retrouve sous le feu des critiques et maintenant la justice est saisie du dossier. Au Parlement, les députés Les Républicains (LR), opposés à cette opération considérée comme un nouveau bradage des activités stratégiques françaises, menacent d'ouvrir une enquête parlementaire sur Atos.

Enfin, les milieux militaires sont entrés en rébellion à face à ce projet fragilisant, selon eux, la défense. Le désaccord atteint une ampleur rarement vue depuis l'éviction du chef d'état-major des armées Pierre de Villiers en juillet 2017, à en croire certains connaisseurs du monde de la défense. Ils manifestent en tout cas une hostilité de plus en plus visible à ce projet, comme en témoigne une note rédigée par l'ancien directeur du Commissariat de l'énergie atomique, Daniel Verwaerde, révélée par Challenges. Il y parle « d'un démantèlement fatal à l'entreprise » et pour la dissuasion nucléaire.

[...] **« Si la vente de Tech Foundations se réalise, le groupe va perdre 62 % de son chiffre d'affaires, plus de la moitié de ses effectifs. Quelle est la prochaine étape ? On n'en sait rien puisqu'on ne nous dit rien. On a déjà perdu de nombreuses forces, la R&D [recherche et développement] a été réduite au minimum avec les réductions budgétaires. On nous annonce encore 400 millions supplémentaires de cession. Que va-t-il rester d'Atos à la fin ? Que fera-t-il et avec quels moyens ? », s'interroge Didier Moulin, responsable CGT d'Atos et Eviden.**

Ces interrogations rejoignent celles des actionnaires. Eux aussi se demandent ce qu'il va subsister d'Atos à la fin et comment il va pouvoir en vivre. « Atos a déjà 2,4 milliards de dettes. Si Daniel Kretinsky réalise la vente dans les conditions annoncées, Atos va perdre quelque 900 millions. Et il va lui falloir encore s'endetter. Comment le groupe, amputé de plus de la moitié de son chiffre d'affaires, peut-il dire faire face à plus de 3 milliards d'euros de dettes ? Cela semble irréalisable », explique un fonds, actionnaire du groupe.

« Meunier aura au moins réussi cet exploit ! La CGT et les actionnaires se retrouvent sur la même ligne », rigole Didier Moulin.

« Pour l'instant, les banques restent au côté de la direction d'Atos. Mais jusqu'à quand ? », note un connaisseur du dossier. **Début août, l'agence de notation S&P a annoncé placer la dette d'Atos – classée déjà BB, c'est-à-dire spéculative – sous surveillance négative.** La dégradation semble inévitable à beaucoup. Cela signifie pour le groupe des coûts financiers supplémentaires et pour les banques, des provisions pour risques supplémentaires au bilan ».

« Démantèlement d'Atos : le récit d'un gâchis français »
(Emmanuel Lévy et Vanessa Ratignier, *Marianne*, 22/09/2023)

« CHAPITRE II : DES PRÉDATEURS À LA MANŒUVRE

[...] En septembre 2021, Bertrand Meunier renoue avec ses réflexes de financier et s'en ouvre à ses lieutenants. « Au retour des vacances d'été, il nous dit : “Il faut couper le groupe en deux pour nous concentrer sur BDS [Big Data et Sécurité] et trouver les financements pour restructurer l'infogérance” » assure à Marianne un ancien dirigeant d'Atos. Un ex-administrateur ajoute que McKinsey et Boston Consulting Group sont alors « mandatés pour élaborer des solutions ». Les cabinets de conseil, Atos connaît. **McKinsey y a son rond de serviette depuis un moment. Si l'un des anciens dirigeants d'Atos, Rodolphe Belmer, a un temps officié dans ses rangs, c'est Thierry Breton qui a installé l'entreprise américaine à table en faisant très régulièrement appel à ses services.**

Sentant la bonne odeur des honoraires, le Tout-Paris des affaires se positionne très tôt devant la mangeoire. **Cabinets d'avocats, pontes de la communication financière et surtout banques d'affaires comptent bien profiter de cette nouvelle liquidation d'un champion tricolore. Hier face à face dans le démantèlement de Suez au profit de Veolia, deux grandes banques d'affaires se retrouvent ainsi côte à côte sur le dossier Atos (en plus de JP Morgan, qui n'est autre que le premier actionnaire d'Atos au 31 décembre 2022 !) : Rothschild & Co et Perella Weinberg Partners.**

La fine fleur de l'audit ayant rendu sa copie, le conseil d'administration adopte le plan de séparation d'Atos en juin 2022. Notre insider au board résume : « La mouture est simple : d'un côté l'infogérance, qui est à la peine et que l'on désigne par la couleur bleue sous l'appellation TFCo ; de l'autre le stratégique, et notamment de BDS, activités en croissance et alors pourvues de la couleur verte (désormais orange) au sein de l'entité Eviden. »

[...] CHAPITRE IV : KRETÍNSKÝ ENTRE DANS LA DANSE

[...] Outre l'opacité financière, **les frondeurs dénoncent le « pacte d'intéressement » élaboré par EPEI pour les hauts cadres dirigeants de TFCo, à commencer par le directeur opérationnel de TFCo, Nouridine Bihmane. Ce dernier pourrait ainsi gagner jusqu'à 25 millions d'euros en conservant son poste après l'opération. De quoi, pour EPEI, s'assurer le soutien du management au-delà de la simple rationalité.**

[...] Révélé par Mediapart, le sujet est sensible. Le fonds Alix AM, qui déclare 1 % du capital d'Atos, est à son tour entré dans le jeu de la contestation de ce « pacte d'intéressement » par un courrier daté du 15 septembre et adressé aux membres du conseil d'administration pour leur annoncer le dépôt prochain d'une plainte visant leur responsabilité personnelle dans un possible « abus de bien social » (ABS). Plaçant donc Daniel Kretínský en situation potentielle de recel d'ABS. Aïe ! ».

« Souveraineté à vendre ? Kretinsky rachète un fleuron du nucléaire militaire »

[\(Gilles Raveaud, Charlie hebdo, 21 septembre 2023\)](#)

« Faut-il laisser un milliardaire tchèque racheter un fleuron de l'industrie nucléaire française ? Le sujet est si épineux pousse même la droite à utiliser des mots interdits... comme "nationalisation".

Nous sommes le 29 janvier 1996. Jacques Chirac, président de la République, annonce « l'arrêt définitif des essais nucléaires français ». Les résidents d'Algérie, puis de Polynésie française ne seront plus exposés aux terribles radiations. Une excellente décision, évidemment. Mais qui rend notre pays dépendant d'une technologie très spécifique, les supercalculateurs, seuls capables de simuler les effets des différents instruments de mort atomiques.

Par chance, la France dispose alors d'un champion dans le domaine : le groupe Atos.

[...] En juin 2022, le cours de l'action Atos en Bourse, qui dépassait les 80 euros en 2018, chute à... 7 euros ».

« Atos : la note destinée à Macron qui détruit l'hypothèse d'une reprise par Kretinsky »

(Régis Soubrouillard, *Challenges*, 20/09/2023)

« Ainsi, Challenges révèle une note adressée le 6 septembre dernier à l'Elysée et rédigée par Daniel Verwaerde, ancien administrateur du CEA (Commissariat à l'Energie Atomique), et toujours consulté par le Conseil de Politique Nucléaire qui défend l'idée d'un "plan de sauvetage d'Atos alternatif aux menaces de démantèlement". **Atos et le CEA collaborent depuis de longues années pour la mise au point de supercalculateurs destinés à avoir des applications civiles ou militaires dans la simulation des essais et des armes nucléaires.**

[...] L'ancien administrateur du CEA souhaite d'abord rappeler que bien que coté en Bourse, le spécialiste de services du numérique "n'a plus aucun actionnaire de référence" et qu'il "est confronté à une détérioration grave de ses performances qui résulte de l'absence de stratégie cohérente, d'acquisitions ratées ou inopportunes et de problèmes de gestion".

Une situation qui entrave, selon lui, "la capacité de l'entreprise à innover, capacité qui avait fait sa réputation et qui lui a permis de s'établir comme le fournisseur clef de La Défense nationale, notamment de la Dissuasion, en matière de supercalculateurs et de cyber-technologies." Un choix stratégique majeur qui remonte notamment à l'acquisition de Bull en 2014 quand Atos était dirigée par Thierry Breton, aujourd'hui commissaire européenne.

Atos BDS (ex-Bull) est considéré dans les milieux de la défense comme le seul constructeur français et européen capable de fournir de manière autonome les supercalculateurs dont le ministère des Armées a besoin pour la dissuasion nucléaire française et donc un enjeu majeur pour la souveraineté nationale.

L'hypothèse Kretinsky, un démantèlement fatal à l'entreprise

En revanche, le constat de la note est sans appel sur les erreurs commises par les différentes directions d'Atos sur la stratégie industrielle du groupe "inefficace" et des initiatives "malheureuses" qui sont en train de "conduire à la compromission des compétences les plus sensibles pour la dissuasion et à la remise en cause de l'intégrité de l'entreprise qui se traduisent aujourd'hui par un projet de démantèlement".

S'il ne cite pas l'actuel président du conseil d'administration du groupe, Bertrand Meunier, ni le milliardaire tchèque Daniel Kretinsky, l'ex-administrateur du CEA dénonce clairement le projet de scission d'Atos en

deux entités, Eviden et Tech Foundation, qu'il qualifie de "démantèlement". Un démantèlement qui serait "fatal" à l'entreprise s'il se réalisait et, corollaire classique, l'exposerait à des tentatives multiples de prédatons industrielles et financières. Sous-jacentes à cette situation, des contraintes financières qui résultent d'une accumulation de déficits et de dettes s'ajoutent aux difficultés structurelles et l'exposent à une cessation de paiement imminente".

Daniel Verwaerde appelle donc l'Etat à "marquer son désaccord de toute urgence" à la cession de Tech Foundation à Daniel Kretinsky, actuellement en "négociations exclusives" avec Atos et conseille un "plan alternatif préservant l'intégrité de l'entreprise et assurant son développement à moyen terme".

D'abord, selon lui, "les deux divisions qui constituent en effet aujourd'hui Atos, Eviden et Tech Foundation, ne pourront pas se développer lune sans l'autre." Une façon précise de contester le plan élaboré par l'actuelle direction d'Atos : Il précise : "Effectuer une scission de l'ensemble pour céder le contrôle de l'une ou l'autre de ces divisions conduirait à la mort certaine des deux à relativement court terme. Une telle stratégie est de plus inacceptable par les banques créancières".

Un risque également pointé par les petits actionnaires d'Atos dont certains redoutent une procédure de sauvegarde sur une des filiales pour éviter le dépôt de bilan.

Une restructuration pour se concentrer sur les activités stratégiques du groupe

Pour échapper à cette issue critique, l'auteur préconise un plan en cinq points qui comprend une atténuation de la pression financière sur l'entreprise par une augmentation de capital d'un milliard d'euros, un nouveau pacte d'actionnaires qui pourrait comprendre un ou deux acteurs reconnus de la défense - le groupe Thales est régulièrement cité -, du numérique et de la cyber français associés avec un investisseur institutionnel, une gouvernance rénovée tant au niveau de la direction que du conseil d'administration - une façon "diplomate" de dire que l'actuelle direction d'Atos devrait sauter. Mais également une restructuration profonde de l'entreprise qui devra se focaliser sur ses activités stratégiques, ce qui pourrait conduire à une division par trois de l'actuelle taille d'Atos. Les critiques formulées à l'encontre de ce projet ».

« Atos : un nouvel actionnaire au profil surprenant conteste le PDG du groupe »

(Laurent Léger, *Libération*, 19/09/2023)

« [...] Alix AM Pte Ltd regrette aussi la nomination d'une administratrice américaine en juin 2023, pour une mission « qui implique d'avoir accès à des informations

confidentielles sur les clients des secteurs de la défense et du nucléaire », ainsi que l'opacité entretenue selon elle sur le financement de la restructuration. Quant au démembrement de l'entreprise, il doit être soumis au vote d'une assemblée générale qui n'a toujours pas eu lieu, rappelle l'actionnaire. « Un tel manquement, s'il était avéré, constituerait une faute de gouvernance majeure et entraînerait de ma part une action judiciaire distincte contre les membres du conseil d'administration », prévient-il ».

"Atos : « Cessons de vendre nos fleurons les plus stratégiques à des puissances étrangères »"

(Tribune collective, *Le Figaro*, 02/08/2023)

« Contrairement au Royaume-Uni, la France est le seul pays d'Europe occidentale à disposer d'une autonomie absolue dans l'emploi du feu nucléaire. Cette dernière n'est toutefois permise que par une autonomie, absolue elle aussi, dans le domaine industriel, en protégeant toutes les entreprises qui concourent à créer et maintenir les capacités de dissuasion.

[...] Depuis l'arrêt des essais nucléaires décidé par le président Chirac en 1996, notre pays est exposé au risque de dépendance des supercalculateurs puisque les simulations sont désormais indispensables à la mise au point des armements stratégiques. C'est dans ce contexte qu'un accord de coopération avait été mis en place entre le groupe informatique français Bull, repris en 2014 par Atos, et les instances en charge de notre défense pour éviter le risque d'embargo américain et mettre la France dans une position de dépendance vis-à-vis de son allié.

[...] Atos demeure clé pour notre autonomie stratégique actuelle, au travers des capacités de calcul, et de demain, avec les enjeux liés au quantique, doit être absolument maintenue sous le giron français.

[...] Il est ainsi devenu possible, en théorie, d'accéder aux capacités de calcul stratégiques de la France au travers d'une porte dérobée : celle d'une OPA à faible coût. Bien entendu, il ne faut pas minimiser les erreurs stratégiques d'Atos qui ont conduit à la situation actuelle ».

« Atos achève sa transformation avec le projet de vente de Tech Foundations »

(*atos.net*, 1er août 2023)

« Atos : comment le Made in France s'est fait coiffer sur le poteau par Kretinsky »

(Régis Soubrouillard, *Challenges*, 14/08/2023)

« Le groupe sécurise notamment les communications pour l'armée et les services de renseignement. "Atos a acquis un savoir-faire quasi-unique dans la simulation numérique des essais nucléaires qui en fait effectivement une source stratégique de la souveraineté française et européenne", assure une source du ministère des Armées. La branche cyber sécurité - qui abrite l'ancienne société Bull - comprend aussi des actifs sensibles particulièrement importants pour les services de renseignement français.

[...] "Il y a un historique qui montre que quand on est minoritaire on peut vite devenir majoritaire. Le vrai problème c'est la souveraineté", explique Cédric Perrin à Reuters. Les parlementaires se sont étonnés que l'offre d'un autre acheteur, un consortium des sociétés françaises Astek et ChapsVision, n'ait pas été davantage pris en considération. Une source proche d'Astek souligne que l'activité cybersécurité d'Atos, qui comprend l'ancienne société Bull qui fabrique les supercalculateurs français, héberge également d'autres actifs sensibles cruciaux pour les intérêts des services de renseignement français.

[...] Au pied du mur, le fleuron français Atos va céder ses activités de conseil à Daniel Kretinsky tout en lui ouvrant 7,5% du capital de la filiale stratégique Eviden. De l'Elysée aux cabinets de conseil en passant par le réseau de polytechnique, voici comment les propositions françaises et européennes de reprises ont été éconduites, profitant au milliardaire tchèque.

[...] Et avec 7,5% du capital d'Eviden, il entrerait au conseil d'administration, qui chapeaute les activités cybersécurité, supercalculateur et IA ».

« L'arrivée de Daniel Kretinsky chez Atos soulève l'opposition de parlementaires et d'actionnaires »
(Olivier Pinaud, *Le Monde*, 11 août 2023 - modifié le 12 août 2023)

« Eviden assure plusieurs missions pour la défense nationale. Par exemple, son logiciel Digital Battle Management System sert de base au système d'information du programme Scorpion de modernisation des capacités de combat au contact de l'armée de terre. Elle a également créé Athea, une coentreprise avec Thales, pour travailler sur la future « infostructure » régaliennne du ministère des armées. Quant à ses supercalculateurs, fabriqués dans son usine d'Angers, ils servent au programme de simulation des essais nucléaires.

[...] En ne prenant que 7,5 % du capital d'Eviden, l'homme d'affaires tchèque s'évite le passage devant le contrôle des investissements étrangers, le seuil déclenchant un examen des services du ministère de l'économie étant fixé à 10 % du capital ».

« Vente d'Atos au milliardaire Kretinsky : les germes d'un scandale »
(Martine Orange, *Mediapart*, 23 août 2023)

« Car Atos, c'est bien plus qu'une société de services informatiques, c'est l'héritière de Bull et des décennies d'investissements dans la dissuasion nucléaire et l'indépendance stratégique.

[...] Tout est concentré dans la filiale BDS : les supercalculateurs utilisés par le Centre de l'énergie atomique (CEA) pour la simulation des essais nucléaires depuis qu'il n'y a plus de tir réel, les systèmes des sous-marins d'attaque, les équipements et les systèmes pour la cybersécurité, les plateformes et les systèmes de capacité de combat de l'armée de terre du programme Scorpion, les développements pour l'intelligence artificielle et le cloud public.

[...] Autant dire que ce qui se passe chez Atos est suivi au plus près par les militaires. Et ce qu'ils découvrent ne leur plaît pas du tout. Voir Daniel Kretinsky non seulement reprendre les activités historiques d'Atos mais encore prendre 7,5 % du capital d'Eviden – ce qui le place parmi les premiers actionnaires du groupe – , s'asseoir au conseil d'administration et avoir accès aux activités stratégiques de la France, et aussi avoir prise sur les destinées de la souveraineté nationale, leur paraît inconcevable.

[...] À maintes reprises, des responsables militaires ont sonné l'alarme jusqu'au sommet de l'État pour le presser de trouver une solution stable qui garantisse l'indépendance de toutes ces activités stratégiques.

[...] Des responsables du CEA, selon nos informations, s'offusquent en se demandant « comment l'exécutif peut perdre la tête sur un tel dossier ».

[...] Dans une tribune publiée le 2 août dans le Figaro, 82 élus – pour l'essentiel Les Républicains (LR) – ont commencé à dénoncer « ce nouveau bradage » portant atteinte à la « souveraineté stratégique de la France ».

[...] *« Il ne faut jamais avoir rencontré un client, signé un contrat pour soutenir cette absurdité de scission. Quand vous rencontrez un client, celui-ci demande une chose : que vous vous occupiez de son informatique, de toute son informatique. Cela veut dire aussi bien des infrastructures et des équipements, des applications et leur mise à niveau, des systèmes de sécurité, de cryptage et du cloud. En se scindant, la société va perdre de nombreux clients. Elle ne va plus pouvoir répondre à nombre d'appels d'offres. Car elle n'aura plus les capacités de proposer des solutions globales, intégrées ».*

« Deal Démantèlement d'Atos : Kretinsky à petit prix, l'Élysée conquis »
(Jérôme Lefilliâtre, *Libération*, 25 août 2023)

« D'un côté, une partie baptisée « Tech Foundations» (TF), où seront logées les activités historiques et vieillissantes d'infogérance - soit la gestion des parcs informatiques des clients d'Atos. De l'autre, une partie renommée « Eviden », qui conservera les nouveaux métiers ascendants et rentables - cybersécurité, supercalculateurs, big data, quantique.

[...] Le sénateur s'inquiète particulièrement de l'entrée du milliardaire tchèque au capital d'Eviden, dont certaines activités sont considérées comme sensibles, et stratégiques pour l'Etat français. C'est le cas des supercalculateurs, dont Atos est l'un des champions mondiaux, instruments essentiels de la simulation des essais nucléaires. Autre exemple : Eviden est bien placée pour décrocher, en duo avec Thales, un contrat d'analyse de données auprès de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) ».

« DU CASH SANS STRATÉGIE... » (cgtatos.org, 30 Juin 2023)

« De plus, le projet de scission implique des problèmes opérationnels et industriels. Les technologies d'Eviden sont utilisées par les activités de Tech Foundations : d'un côté les compétences, métiers et ressources du cloud, de l'autre les clients à travers les contrats d'infrastructures. Séparer les deux entités est un non-sens industriel et implique une perte de valeur inéluctable ».

« La France et l'Europe dans la course à l'exascale » (cea.fr, 23 juin 2023)

« [...] Le CEA a été sélectionné pour héberger et exploiter le futur supercalculateur exascale européen, une décision prise par l'entreprise commune européenne EuroHPC.

[...] La compétition entre constructeurs occidentaux est rude, et aujourd'hui, seuls les États-Unis et l'Europe, respectivement avec HPE et Eviden (Bull-Atos), sont en mesure de rivaliser à l'échelle des meilleures machines mondiales. Les logiciels et les applications permettant d'exploiter efficacement ces instruments de pointe font souvent l'objet de collaborations internationales plus ouvertes, même si l'objectif demeure une souveraineté d'usage et la maîtrise de nos applications.

[...] En France, le CEA mène, depuis plus de quinze ans, une collaboration avec Bull-Atos pour la coconception de supercalculateurs, ainsi qu'avec près de vingt partenaires privés qui cofinancent le Centre de calcul recherche et

technologie (CCRT) et son supercalculateur dédié aux usages industriels du HPC ».

« Atos : Yves Bernaert, ex-Accenture, prend la direction d'Eviden »
(Régis Soubrouillard et Gilles Fontaine, *Challenges*, 03/10/2023)

« Avec 5,3 milliards de chiffre d'affaires estimé en 2022, et 58.000 collaborateurs environ, Eviden est le n°1 européen du Big Data, de la Cybersécurité et de l'environnement de travail connecté, et fournit des services Cloud, des solutions d'infrastructure et gestion de données. Cette structure a de mauvais résultats notamment dans sa partie Big Data dans un marché en pleine croissance. De mauvais résultats qui ne sont pas compensés par ceux de la cybersécurité ».

« Atos : Une vente à la découpe au mépris des intérêts stratégiques de la France »
(Frédéric Paya, Marie de Greef-Madelin, *Valeurs Actuelles*, 29/09/2023)

« Métiers à faibles marges d'un côté et à fortes marges de l'autre

Pour sauver Atos, Bertrand Meunier, polytechnicien passé par PAI Partners (ex-Paribas Affaires industrielles, le fonds d'investissement de Paribas), un pro des opérations en haut de bilan (qui a refusé de répondre à nos questions), dévoile en octobre 2022 le plan Boost, un projet de scission de l'entreprise avec d'un côté, l'infogérance, le métier historique à faible marge promis à une inéluctable restructuration, logée dans Tech Foundations, et de l'autre, les activités digitales, cloud, big data et cyber, à fortes marges, au sein d'Evidian. C'est la pépite. Cette opération aurait été conseillée par les cabinets Finexsi et BTSG. McKinsey, « connu pour ses programmes de réduction des coûts et non pour son innovation », comme l'explique la CGT Atos Bull en décembre 2022, serait intervenu sur la partie restructuration.

« C'est gravissime : qu'on arrête de nous vendre l'histoire de groupes indépendants, s'énerve un proche du milieu de la défense. Infogérance, cyber, calculs... : toutes les activités sont étroitement imbriquées les unes dans les autres et répondent à une demande globale des clients. » Olivier Marleix constate et s'emporte : « Il est insupportable de voir dans cette affaire les mêmes banques d'affaires et une cohorte de conseils et de communicants proposer des schémas de découpe dans lesquels ils se partagent quelques centaines de millions d'euros de commissions. **On retrouve d'ailleurs presque tous les acteurs de la vente d'Alstom à GE. »**

Cédric Perrin, sénateur du Territoire de Belfort et signataire, avec 80 collègues parlementaires, d'une tribune dans le Figaro intitulée « Cessons de vendre nos fleurons les plus stratégiques à des puissances étrangères », confirme : **« Ce dossier est une affaire de gros sous ; il attire des personnes qui vendraient la tour Eiffel ou l'Arc de triomphe contre de l'argent. »**

[...] Un mois plus tard, Airbus jette l'éponge, officiellement pour un problème de prix mais la raison serait autre : selon La Lettre A, la DGA (Direction générale de l'armement), par la voix de son patron, Emmanuel Chiva, aurait mis son veto à cette opération qui aurait fait entrer un actionnaire franco-allemand, **« au motif qu'il y va des intérêts supérieurs de la France, et de la protection des secrets industriels autour du système de combat aérien du futur (Scaf) , explique la newsletter. Mais surtout, il s'agissait de garder l'avionneur à distance des HPC, les supercalculateurs d'Atos, parmi les plus puissants du monde ».**

Ceux qui sont justement utilisés pour simuler les essais nucléaires, élément clé de la défense nationale. Ceux aussi indispensables pour la recherche en intelligence artificielle et pour l'informatique quantique. Mais ceux également sur lesquels "tourne" le Digital Battle Management System, élément constitutif du système d'information du programme Scorpion, dans le cadre de la modernisation des capacités de combat au contact de l'armée de terre. Enfin, ceux qui gèrent l'infrastructure du ministère des Armées (dans une coentreprise créée avec Thales) ».

« Atos, ou la répétition de l'histoire »

(Olivier Petitjean, multinationales.org, 29 septembre 2023)

« Zone grise publique-privée

Atos dépend pour une grande partie de son chiffre d'affaires des marchés publics et des aides de l'État français. En plus de jouer un rôle clé dans les secteurs de la défense et du nucléaire, **Atos (à travers Tech Foundations) est responsable des logiciels sous-jacents au fonctionnement de nombreux services publics, depuis la carte vitale jusqu'à France Connect et au compteur Linky (voir la liste dressée par la CGT Atos).** La plupart de ces liens avec la sphère publique sont un héritage historique de Bull, l'ancêtre du groupe qui a été nationalisé en 1982 puis progressivement privatisé au fil des années 1990 et 2000. **Avant l'arrivée de Daniel Kretinsky, personne ne semblait se soucier que tous ces contrats soient confiés à une entreprise désormais 100% privée ».**

« Atos / Eviden : les doutes de la "place de Paris »

(Marc Endeweld, marcendeweld.substack.com, 2 août 2023)

« Atos sécurise les connectivités à bord du Rafale « standard F4 » de Dassault Aviation »

(Lucie Duchateau, atos.net, 30 juin 2020)

« La mise en œuvre de solutions de connectivité innovantes – qui permettent d’optimiser l’efficacité du Rafale dans le combat en réseau et sont un des piliers du standard F4 – s’inscrit dans la démarche d’amélioration continue de l’appareil. La solution multiniveau Dassault Aviation développée avec Atos participe à l’intégrité des données échangées à bord ainsi qu’à la ségrégation des données et des flux suivant les différents niveaux de confidentialité, avec le plus haut degré de sécurité ».

« Démantèlement d’Atos : l’inexplicable silence de l’État »

(Martine Orange, [Mediapart](https://mediapart.org/fr), 27 septembre 2023)

« L’accent mis sur la défense cependant ne couvre qu’une partie des problèmes soulevés par l’opération de cession d’une portion des actifs du groupe à Daniel Kretinsky, comme le relève Didier Moulin, un des responsables de la CGT Atos & Eviden. « On parle beaucoup de la dissuasion nucléaire, du pilotage des centrales nucléaires, des supercalculateurs. Mais il y a d’autres services à la nation rendus par Atos, qui sont liés à la souveraineté nationale. Et de ceux-là, on ne parle jamais », constate-t-il.

La liste qu’il dresse de ces services est impressionnante : ministères, impôts, papiers d’identité, Carte vitale, France Connect, caisse d’assurance-maladie, caisse nationale d’allocations familiales, réseau ferroviaire, réservation de la SNCF, compteurs Linky, collectivités locales... « Tous ces services publics sont gérés en tout ou partie par des logiciels Atos. Et une partie substantielle est logée dans Tech Foundations. Que vont-ils devenir une fois vendus à Daniel Kretinsky ? Quelles sont ses intentions à ce sujet ? On n’en sait rien. » »

« Atos : un changement de présidence, et des tensions encore vives »

(Julie Thoin-Bousquié, lexpress.fr, 17/10/2023)

« Depuis la fin du mois de juillet, le président du conseil d’administration du groupe informatique cristallise les critiques de la quasi-totalité des parties prenantes au dossier Atos, au premier rang desquels figure un chœur d’actionnaires minoritaires.

En cause : la cession à Daniel Kretinsky, annoncée dans la torpeur de l’été, de Tech Foundations, la branche d’activités d’infogérance d’Atos. Un projet doublé d’une prise de participation inattendue du milliardaire tchèque à hauteur de 7,5%

au capital d'Eviden. Le tout, dans des conditions jugées trop favorables à l'insatiable homme d'affaires par les actionnaires, qui s'estiment floués par Atos. A tel point que deux d'entre eux, les fonds Ciam et Alix AM, ont porté plainte devant le Parquet national financier (PNF) ».